

Financement de l'économie

Le crédit bancaire perd encore de son tonus



Le financement bancaire de la consommation est toujours en hausse à deux chiffres.

Le crédit bancaire s'essouffle encore. En mai dernier, il n'a crû que de 2,1% en rythme annuel, atteignant un encours de 752,2 milliards de DH. Hormis le financement de la consommation et de l'accès au logement, tous les autres segments du marché sont en baisse, ou évoluent, dans le meilleur des cas, à un rythme très modéré.

Le crédit bancaire ne donne pour le moment aucun signe de reprise. Bien au contraire, son rythme de croissance ne cesse de ralentir au fil des mois pour se situer à peine à 2,1% en mai dernier en variation annuelle, pour un encours de 752,2 milliards de DH. Le marché est loin des 4% prévus par Bank Al-Maghrib (BAM) pour l'ensemble de l'année, mais proche des 2,8% sur lesquels table le Haut Commissariat au Plan.

Selon toute vraisemblance, les deux baisses du taux directeur opérées par BAM en septembre et décembre 2014 n'auront finalement pas produit tout l'effet escompté sur la distribution des crédits bancaires. En fait, à en croire la Banque centrale, même si cette baisse s'est répercutée sur les taux appliqués par les banques à leur clientèle, celle-ci n'a pas réagi favorablement à cette amélioration des conditions débitrices, recourant de moins en moins aux crédits. Selon BAM, le taux débiteur global a baissé de 22 points de base à fin avril dernier à 5,81%.

Mais, les freins ne viennent-ils pas aussi de l'offre ? Les banques ne manquent aucune occasion pour s'en défendre vigoureusement, réfutant

toute restriction à l'octroi de crédits, même pour la promotion immobilière. Sachant que les prêts dont bénéficie celle-ci ne cessent de reculer et à un rythme accéléré. Cela devrait donc relancer le débat sur l'effet de la réduction du taux directeur et la politique monétaire en général sur la croissance économique. En effet, au lendemain de cette réduction, des économistes avaient insisté sur le fait que cet instrument conjoncturel de politique économique ne saurait avoir la prétention de se substituer aux réformes structurelles pour améliorer la compétitivité des entreprises et la productivité de leur capital humain qui seules inscriront l'économie dans une dynamique de croissance pérenne. En attendant, à l'exception du financement de la consommation et de l'accès au logement, tous les autres segments du crédit bancaire sont en baisse, ou dans le meilleur des cas, évoluent à un rythme très modéré.

Ainsi, les crédits à la consommation et les prêts à l'habitat se sont accrus respectivement de 11,8 et de 6,2% en mai dernier en rythme annuel. Par contre, les crédits à la promotion immobilière ont accusé un repli de 8%. Idem pour les comptes débiteurs et les facilités de trésorerie qui ont reculé de 2,1%, au moment où les concours à l'équipement poursuivent leur ralentissement pour se retrouver avec +1% en mai 2015.

Dans ce contexte, les créances en souffrance enflent, pour s'établir à plus de 54,6 milliards de DH à fin mai dernier, en accroissement de 15,4% sur un an. ■

Lahcen Oudoud

Dans ce contexte, les créances en souffrance s'amplifient davantage, pour s'établir à plus de 54,6 milliards à fin mai dernier, en accroissement de 15,4%.